

**Convention collective**

IDCC : 9553. – **EXPLOITATIONS DE POLY CULTURE ET D'ÉLEVAGE, ÉLEVAGES  
SPÉCIALISÉS, PRODUCTIONS FRUITIÈRE ET VITICOLE, ENTREPRISES  
DE TRAVAUX AGRICOLES, D'AMÉNAGEMENTS RURAUX ET FORESTIERS  
(MEUSE)**

**(28 septembre 1967)**

(Etendue par arrêté du 29 janvier 1968,  
*Journal officiel* du 8 mars 1968)

AVENANT N° 133 DU 25 NOVEMBRE 2009

NOR : *AGRS1097056M*

IDCC : 9553

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de la Meuse ;

Les entreprises de travaux agricoles de la Meuse ;

La fédération des CUMA,

D'une part, et

L'union départementale des syndicats CFDT de la Meuse ;

L'union départementale des syndicats CGT-FO de la Meuse ;

Le syndicat national des cadres d'entreprises agricoles CFE-CGC de Lorraine ;

L'union départementale des syndicats de Lorraine CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Le tiret 2 du paragraphe *a* du point I de l'article 46 *bis* est annulé et remplacé par le libellé suivant :

« – justifiant de 3 mois de présence dans l'exploitation lorsque leur absence est justifiée par l'incapacité résultant de maladie ou d'accident de la vie privée ».

## **Article 2**

Le paragraphe 3 du *b* du point I de l'article 46 *bis* est annulé et remplacé par le libellé suivant :

« Lors de chaque arrêt de travail, les délais d'indemnisation commenceront à courir à compter du 1<sup>er</sup> jour d'absence si celle-ci est consécutive à un accident du travail ou à une maladie professionnelle et à compter du 6<sup>e</sup> jour d'absence dans tous les autres cas. »

## **Article 3**

Le premier paragraphe du point IV de l'article 46 *bis* intitulé « Cotisations » est annulé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Les garanties sont financées par une cotisation globale égale à 0,86 % (taux d'appel pour les exercices 2010, 2011 et 2012) des rémunérations brutes versées, répartie comme suit :

- à la charge des employeurs : 0,48 % ;
- à la charge des salariés : 0,38 %.

Les présentes dispositions s'appliqueront le premier mois du trimestre suivant l'arrêté d'extension. Les taux d'appel précités seront applicables pendant 36 mois à compter de la date d'application effective du présent l'accord. »

## **Article 4**

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé aux services de la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de la Meuse.

Fait à Verdun, le 25 novembre 2009.

(Suivent les signatures.)